

Révolte informatique des généralistes

MÉDECINE Une coopérative lance son propre logiciel médical contre un monopole



LOGICIELS

Incontournables

« Utiliser un logiciel d'encodage de données est devenu un outil incontournable dans notre profession, explique le docteur Tanguy de Thier, co-iniateur de la première heure du logiciel alternatif Medispring. C'est même devenu un vrai partenaire du médecin pendant les consultations » ; 90 % des médecins en utilisent un aujourd'hui, d'après les estimations des professionnels. Les 10 % restants devront définitivement s'y mettre avant le 1^{er} juin, date du passage à la prescription électronique obligatoire chez nous. « L'utilisation d'un logiciel médical a totalement optimisé la gestion du patient, poursuit le praticien. Sans lui, impossible de gérer l'historique des prises de sang, des courbes de poids ou de tension, des différentes radiographies réalisées... Je n'envisage plus de travailler sans. »

« Imaginez que vous ayez Madame Dupont qui vient vous consulter une première fois parce qu'elle est fatiguée, illustre le docteur Alain-François Bleeckx. Vous allez prendre ses paramètres - sa tension, son poids, son poids, sa température - avant de lui prescrire des examens complémentaires. Imaginez ensuite que Madame Dupont revienne une seconde fois six mois plus tard, parce qu'elle est enceinte par exemple. Toutes ces informations sont compilées dans un dossier médical informatisé (DMI) qui permet d'avoir une vue d'ensemble sur la santé globale du patient. » Devenu évident dans le cabinet de consultation, le logiciel médical est une étape nécessaire vers la politique e-santé du gouvernement. Sans lui, les données primaires ne seraient pas collectées.

M.T.H.

Devenus évidents dans le cabinet des généralistes, les logiciels médicaux sont désormais au nombre de huit concurrents en Belgique francophones. © DALUMONTE/LE SOIR.

- Epicure, un logiciel permettant d'informatiser les dossiers médicaux des patients, a été racheté par Corilus.
- Cette entreprise belgo-néerlandaise détient désormais un quasi-monopole.
- Une centaine de médecins ex-utilisateurs d'Epicure s'associent pour créer l'alternative.

Depuis deux mois, le docteur Alain-François Bleeckx ne dort plus beaucoup. Aux côtés d'une centaine d'autres médecins initiateurs, il imagine jour et nuit un nouveau logiciel à destination des médecins généralistes : Medispring. Une « nécessité » selon lui. En effet, depuis le rachat par l'entreprise belgo-néerlandaise Corilus du concurrent MedicalSoft, l'entreprise wallonne qui gérait l'outil de gestion du dossier

médical informatisé (DMI) Epicure, l'inquiétude montait chez les médecins généralistes. « Ce rachat a été un vrai déclencheur pour notre profession, raconte le docteur Bleeckx. Nous avons pris conscience de notre instrumentalisation par le monde informatique : nous voulons désormais être maîtres de l'outil que nous utilisons et faire face à l'inquiétant monopole en matière de logiciels médicaux qui se dessine aujourd'hui. »

Cette inquiétude est relayée par le Collège de médecine générale, organisme qui rassemble toutes les organisations liées aux médecins généralistes francophones - syndicats, cercles, départements universitaires et société scientifique de médecine générale. Le Collège mettait en garde début mars dans un communiqué contre la concentration grandissante d'un petit nombre d'entreprises, et Corilus en particulier, dans le marché des logiciels pour médecins. Parmi les « dangers » d'un tel monopole pointés par l'organisme : l'envolée des prix ou la détérioration de la qualité des services par l'absence de concurrence.

Pour « ne plus être considérés comme des parts de marché, mais comme des co-

opérateurs indépendants, maîtres de [leur] logiciel », comme l'explique le docteur Bleeckx, la centaine de médecins à l'initiative de ce projet alternatif a décidé de se regrouper en coopérative et d'investir 250.000 euros afin de créer un outil de gestion propre, répondant aux besoins de la profession. « La coopérative sera cliente de la société informatique qui développe le projet, poursuit le médecin. Elle assurera la commercialisation du logiciel : les médecins paieront la coopérative pour utiliser l'outil. »

« Perdre votre logiciel de travail est extrêmement difficile à vivre ! »

DOCTEUR ALAIN-FRANÇOIS BLEECKX

À l'époque, des centaines de ces professionnels avaient perdu leur outil de travail Medigest, racheté puis abandonné, par Corilus déjà. Rebelote avec Epicure, un logiciel qui s'est développé pendant une vingtaine d'années, grâce à ses utilisateurs : « Parmi les 4.500 médecins généralistes en Wallonie et en Région de Bruxelles-Capitale, 1.500 utilisaient Epicure, rapporte le docteur Bleeckx.

C'est un outil de travail indispensable pour la profession. Il est comme la bêche pour le jardinier : on ne peut plus faire sans. À une certaine époque, on allait fouiller dans un placard, parmi les 600 pages du dossier d'un patient. Aujourd'hui, il n'est plus possible d'exercer ainsi. Les médecins ont besoin d'être informatisés. » Un besoin d'autant plus important que la prescription électronique deviendra obligatoire le 1^{er} juin, c'est-à-dire dans moins d'un mois.

« Nous sommes traumatisés par un tel changement, contrebalance le médecin. Lorsque vous êtes médecin et que vous travaillez d'arrache-pied au quotidien, perdre votre logiciel de travail est très difficile à vivre ! À l'heure où l'on parle beaucoup de burn-out, c'est stressant pour nous. » Contactée, l'entreprise Corilus tempère : « Nous ne sommes pas négatifs vis-à-vis du lancement de Medispring. La réaction des médecins à l'annonce du rachat d'Epicure est d'abord émotionnelle : l'être humain n'aime guère le changement. Désormais, au lieu d'être sept concurrents sur le marché, nous serons huit. Medispring est un nouveau partenaire avec lequel nous espé-

rons entretenir des relations positives. » Actuellement, les informaticiens de Medispring travaillent sur la création du logiciel imaginé par les médecins. Leur coopérative sera officialisée devant le notaire en mai et la première Assemblée générale se tiendra le 9 juin. Résultat ? Le nouveau logiciel devrait fonctionner dès l'automne 2018. Un empressément qui s'explique par la garantie limitée du fonctionnement d'Epicure par Corilus. En effet, l'entreprise belgo-néerlandaise assure uniquement jusqu'au 31 décembre 2018 l'accès aux données qui seront à transférer dans le nouveau logiciel. Ensuite, Medispring sera labellisé pour répondre à toutes les exigences du programme e-santé. Ce logiciel DMI sera aussi multidisciplinaire : l'objectif à court terme est de le partager entre les différentes professions de santé. De nombreux contacts sont pris dans ce but avec tous les acteurs de la première ligne, pour répondre aux besoins de tous. A commencer par ceux des patients. ■

MARIE THIEFFRY

Si vous souhaitez contacter la coopérative : contact@medispring.be

L'invitation du ministre hongrois de la Justice à l'UCL dérange

POLÉMIQUE Une association juive et des académiques s'indignent de la venue de László Trócsányi lors d'un colloque sur la migration

À chaque université sa polémique. Après « l'affaire Ken Loach » à l'ULB, l'UCL et Saint-Louis essuient à leur tour une petite contestation. Ce vendredi 4 mai, ces deux institutions organisent, dans le cadre de la Chaire Francqui, le colloque « Contrôles et hospitalités : vers des politiques migratoires qui renforcent la démocratie contemporaine ». Y est invité László Trócsányi, professeur de droit à l'université de Szeged, mais surtout ministre de la Justice hongrois. Il participera à un débat sur le contrôle des frontières et présidera une table ronde sur « le rôle du juge ».

Le Centre communautaire laïc

juif a dégainé le premier. Dans un communiqué intitulé « L'UCL invite un ministre hongrois xénophobe, raciste et antisémite », son président, Menia Goldstein, pointe l'action d'un gouvernement hongrois qui « bafoue les valeurs de démocratie libérale » à travers sa politique migratoire. Selon lui, « offrir une tribune à László Trócsányi dans le cadre d'un colloque sur les migrants serait soit l'expression d'un cynisme clairement assumé, soit la marque d'une naïveté irresponsable d'une institution universitaire désireuse de contribuer à une meilleure compréhension des phénomènes de société ».

Ce jeudi, treize académiques enfoncent le clou dans une opinion publiée sur le site du *Soir*. S'ils reconnaissent le caractère contradictoire des débats, ils s'inquiètent d'une banalisation d'idées d'extrême droite et liberticides : « Les universitaires étaient, et doivent rester, des garants moraux de notre société [...] qui établissent en interne les justes frontières : celles de la nécessité de développer, ou à tout le moins de s'interroger, sur un cordon sanitaire en maintenant hors de nos murs toutes les idées qui menacent les droits fondamentaux et la dignité élémentaire de chaque individu et de la société. »

Sylvie Sarolea, membre de l'équipe organisatrice de ce colloque, professeure de droits de l'homme, soutient l'importance d'« ouvrir un espace de dialogue ». Elle rappelle qu'il n'est nullement question ici de « donner une tribune » à l'un des intervenants, mais au contraire de confronter les points de vue. « László Trócsányi soutient une approche largement en contradiction avec celle des autres orateurs, tient à souligner la professeure. Mais à partir du moment où il existe des positions tranchées, il nous semble essentiel de trouver des lieux de discussion sans quoi le débat est érudé. Il sera toujours plus difficile de se



La venue de László Trócsányi fait polémique. © EPA.

faire entendre par des opposants que par des convaincus. Mais c'est là même l'enjeu et l'intérêt du débat académique et démocratique. Permettre à tout le moins

une écoute mutuelle est le premier pas pour espérer faire bouger les lignes de quelqu'un avec qui on est en désaccord, même total. »

Si elle entend l'argument du « cordon sanitaire », Sylvie Sarolea continue de plaider pour la rencontre et estime que l'université est le meilleur lieu pour cela : « Certains s'inquiètent de la banalisation de ce genre de discours, mais ils existent déjà, dans la population, dans les sphères politiques... Ici, la position divergente est confrontée à des arguments scientifiques de spécialistes reconnus. N'est-ce pas là le meilleur moyen de mener de tels débats ? » ■

ELODIE BLOGIE